

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 D 01866

Numéro SIREN : 791 665 912

Nom ou dénomination : MOLGAS ENERGIA S.A.

Ce dépôt a été enregistré le 01/03/2013 sous le numéro de dépôt 7119

Greffe du tribunal de commerce de Nanterre



Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 01/03/2013

Numéro de dépôt : 7119

Type d'acte : Statuts mis à jour
Constitution

Déposant :

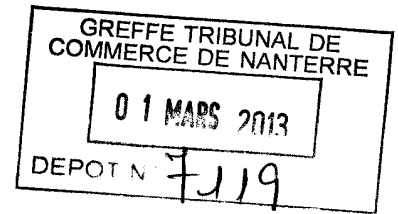
Nom/dénomination : MOLGAS ENERGIA S.A.

Forme juridique : Société de droit étranger

N° SIREN : 791 665 912

N° gestion : 2020 D 01866





STATUTS DE MOLGAS ENERGÍA, S.A.U.

I. DÉNOMINATION, OBJET, SIÈGE ET DURÉE DE L'EXERCICE SOCIAL.

Article 1 - Le nom de la société est : MOLGAS ENERGIA, S.A.U.

Article 2 - L'objet de la société est:

- a) La commercialisation de gaz naturel par l'accès aux installations de tiers et l'acquisition de gaz naturel pour la vente aux consommateurs ou à d'autres distributeurs.
- b) La location de biens meubles.
- c) L'activité d'agence de transport.
- d) La réalisation de travaux de génie civil : installations, stations et équipements.
- e) La fabrication d'équipements, d'appareils à pression et de machines.
- f) L'installation de gaz, d'électricité, de chauffage, de refroidissement et d'eau chaude sanitaire, plomberie, appareils à pression, de contrôle et de signalisation, ainsi que la maintenance de ces installations.
- g) La gestion et la prestation de services d'entretien des infrastructures et des immeubles à l'égard de ce genre d'installations.
- h) L'acquisition, l'exploitation, la vente et la location de biens immeubles.
- i) La participation directe ou indirecte, sous quelque forme juridique, aux opérations commerciales, industrielles, meubles ou immeubles qui ont trait aux activités décrites au moyen de la création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou toute forme légale.
- j) La fourniture de services de soutien à la gestion stratégique et opérationnelle des entreprises privées et publiques.
- k) le transport routier et la distribution de tous voyageurs, de marchandises et de produits, de caractère ordinaire ou extraordinaire, sur le territoire

Pour copie certifiée conforme.

Juan Hernandez Fabian

50.836.919 L

1er/02/2013

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre : dépôt N°7119 en date du 01/03/2013



national ou international, utilisant pour cela des véhicules et des ressources propres ou appartenant à des tiers

- l) Le transport multimodal en employant des containers.
- m) le stockage, la réception et la vente de tous types de véhicules à moteur, neufs et d'occasion, les accessoires, pneus, lubrifiants, graisses et huiles, et l'exploitation des installations et des ateliers de réparation de carrosserie à par l'aménagement, la réparation, le maintien et la manipulation des véhicules et, en général, toutes ces opérations provenant de la branche de l'automobile.
- n) La gestion et les services énergétiques, les audits énergétiques, les services techniques industriels et miniers, y compris les processus de préparation, l'exécution et l'entretien de tous les types de projets et d'installations, marketing, vente, réparation, production, distribution, représentation commerciale et d'intermédiation dans le commerce de toutes sortes de biens et de produits.
- ñ) La fabrication de compteurs, d'instruments de précision, de mesure, de contrôle et de vérification. La fabrication de composants électroniques et de circuits intégrés.
- o) La réalisation de toutes sortes d'activités, de travaux et de services liés à l'activité de production d'électricité.

Si la loi exige un titre professionnel, une autorisation administrative ou l'inscription dans les registres publics, ladite activité devra être effectuée par une personne détenant les qualifications requises et celle-ci ne pourra pas commercer si les exigences juridiques administratives ne sont pas accomplies.

Article 3 - Le siège social est : San Fernando de Henares (Madrid), Avda. de la Astronomía, n ° 41.

L'organe de direction de la Société peut établir, fermer ou transférer les succursales, agences ou bureaux jugés appropriés, et changer le siège social de la société dans la même localité.

Article 4 – La durée de la Société est indéfinie, l'exercice est annuel et commençant au jour d'entrée en vigueur des statuts.



II.- CAPITAL, ACTIONS ET LIMITES À SA LIBRE TRANSMISSIBILITÉ.

Article 5 - Le capital social, entièrement souscrit et libéré est d'un montant de DEUX MILLIONS TROIS MILLE DEUX CENTS EUROS (€ 2.003.200)

Article 6 - Le capital social est divisé en 32.000 actions nominatives en une seule série, numérotées corrélativement de 1 à 32.000 inclus et d'un montant de soixante deux euros et soixante centimes de la valeur nominale chacune.

Toutes les actions donnent les mêmes droits et obligations, et toutes donnent droit de vote.

Les actions sont représentées par des titres délivrés sur un carnet à souches qui peuvent comprendre une ou plusieurs actions de la même série et contiendront les informations requises par la Loi.

En outre, elles seront inscrites dans un Registre qui doit être conservé par la Société conformément aux exigences légales.

Article 7 - Lorsqu'un membre associé veut transmettre par acte entre vifs ses actions, à un tiers, il sera tenu de notifier à l'organe administratif ses intentions et les conditions. Celui-ci, dans la période qui suit, la transmettra aux autres membres, qui pourront exercer leur droit préférentiel proportionnellement à leur part dans le capital dans les mêmes conditions que celles notifiées ou, à défaut, à la société elle-même au seul effet de leur annulation.

Si l'acquisition des parts doit conduire à la réduction du capital, le délai est prolongé du même délai, de sorte que l'assemblée générale annuelle soit convoquée.

Dans le cas d'une exécution judiciaire ou administrative, dans tout type de procédure, les membres associés et la Société auront le droit à l'acquisition préférentiel de retrait, avec les mêmes exigences que pour les transferts entre vif et l'adjudicataire sera tenu de le communiquer à l'organe administratif dans le même délai, à partir de l'adjudication conformément à l'article 64 de la Loi sur les Sociétés Anonymes.

Les délais sont toujours quinze jours calendaires et les notifications par écrit.

Sous réserve du respect des modalités qui précèdent et pour tout autre type de transmission, il n'y a pas de limitation.



III.- RÉGIME DE DIRECTION.

A) DISPOSITION GÉNÉRALE.

Article 8 - La Société est administrée par l'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration.

B) ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

Article 9 - L'assemblée générale annuelle se réunit dans les six premiers mois de chaque exercice, pour approuver ou censurer la gestion de l'entreprise, les comptes de l'année précédente et décider de la répartition des bénéfices.

En termes de calendrier, les modalités de convocation des réunions et le quorum sont régis par les dispositions de la Loi.

Il est délibéré par une brève exposition de l'ordre du jour à discuter, un bref débat et la soumission à l'adoption de l'accord, qui a lieu par voie de vote.

Article 10 – Les président et secrétaire de l'Assemblée générale agiront à titre de président et de secrétaire du conseil d'administration. En l'absence de ceux-ci, les actionnaires choisis par les participants à la réunion seront le président et le secrétaire.

Pour certifier les résolutions du Conseil, des certifications du livre des Actes seront expédiées par les personnes nommées à l'article 109 du Règlement du Registre du Commerce en vigueur.

C) ORGANE ADMINISTRATIF.

Article 11 - La direction de la Société correspond à un conseil d'administration composé d'un minimum de trois et d'un maximum de douze membres. Pour être membre du conseil d'administration il n'est pas tenu d'être actionnaire de la Société.

Les administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Article 12 - Dans tous les cas, il est interdit pour les personnes déclarées incompatibles par la Loi sur les compagnies, la Loi 12/95 du 11 mai et 14/94 du 21 Avril de la Communauté autonome Madrid, le cas échéant, d'occuper le poste d'administrateur.

Article 13 - Le mandat des administrateurs est de cinq ans, renouvelable autant de fois que l'assemblée générale le détermine.



Article 14 – La convocation du Conseil doit être faite par le président, ou son remplaçant, après en avoir prévenu le Conseil par courrier certifié, notarié, par écrit ou autrement.

La convocation doit être notifiée au moins cinq jours avant la date à laquelle la réunion doit avoir lieu, sauf dans les cas d'extrême urgence, de l'avis du Président, qui suffira vingt-quatre heures à l'avance.

Les administrateurs peuvent se faire représenter aux séances du Conseil par un autre administrateur, par écrit signé par le directeur, et en particulier pour chaque réunion.

Les résolutions du conseil d'administration sont adoptées à la majorité absolue, sauf exception légale, et le dossier, qui se déroulera dans un livre à cet effet.

Pour enregistrer les résolutions du Conseil, des extraits signés par le secrétaire et visés par le Président sont établis.

Article 15 - Le poste d'administrateur est rémunéré. La rémunération se compose d'un montant fixe déterminé par l'assemblée générale avant la fin de l'année. Le Conseil fixe également les règles de la comptabilité d'exercice et le paiement de cette rémunération. L'Assemblée Générale peut graduer la rémunération que doit percevoir chaque membre du conseil d'administration en fonction de leur dévouement à la direction de l'entreprise.

Le poste de gérant est compatible avec la réalisation d'autres fonctions, notamment celles qui découlent du propre poste de travail dans la compagnie.

Article 16 - Les pouvoirs de représentation de l'organe administratif, outre celui d'exécuter toutes les transactions et opérations nécessaires à la réalisation des activités en rapport avec l'objet social de l'entreprise même s'ils ne sont pas expressément mentionnés dans cet article, à la fois au tribunal et à l'extérieur, sera à titre d'exemple et n'est pas exhaustive:

- 1 -. Diriger la gestion et l'administration de l'entreprise. Recevoir, ouvrir et envoyer la correspondance postale et télégraphique.
- 2 -. Embaucher et licencier le personnel de l'entreprise et sous-traiter des travaux aux professionnels, travailleurs indépendants ou d'autres entités juridiques.
- 3 -. Diriger la comptabilité de la société. Déposer, faire des prêts de garantie, encaisser et payer les montants et le paiement par tout moyen permis par la loi, au comptant ou à crédit ou versements, par lettres de change, billets à ordre et autres documents commerciaux, qui peut émettre, accepter, endosser, indiquer et de justifier, se rapportent à des entités publiques ou privées à tous les niveaux de l'administration publique des Communautés autonomes, locales ou d'entreprises publiques.



4 -. Interagir avec tous les types d'établissements de crédit, la Banque d'Espagne et d'autres banques officielles ou de l'état, en effectuant toute opération, active ou passive, comme l'ouverture, le maintien et l'annulation des comptes courants à vue ou à terme, faire des emprunts et des crédits, formalisés par acte sous seing privé ou authentique, négocier des lignes d'escompte de documents de virements, souscrire des coffres-forts, des guichets automatiques ou de nuit, mettre en ordre les virements, solliciter la conformité des chèques, en commander. Ordonner les virements, demander la conformité des chèques, les commander de la même entité. Payer par virement bancaire les récépissés et documents. Disposer des fonds, des dépôts bancaires empruntés ou accrédités. Signer toutes sortes de talons, chèques et autres documents.

5 -. Comparaitre devant tous les organismes publics, de l'état, régionaux, locaux et municipaux, pour toute question, participer à des ventes aux enchères, contrats administratifs de toutes sortes et objet, en particulier pour les travaux, approvisionnement ou prestation de services.

6 -. Représenter la Société dans les services fiscaux, en relation avec toutes sortes d'impôts, de taxes, de frais et de taux d'imposition et droits.

7 -. Requérir les services d'avocats à la cour et procureurs pour représenter la Société devant tous les types de tribunaux, cours de justice, afin d'exercer, répondre de forme passive à toutes les actions permises par la loi. Conférer, par conséquent, des pouvoirs pour les procès et de représentation du travail, avec des facultés générales, totales et spéciales.

8 -. Conclure toutes sortes de contrats. Acquérir, échanger, aliéner à titre onéreux, taxer et hypothéquer toute classes de biens immeubles et meubles, et les titres selon les exigences légales. Déclarer de nouveaux ouvrages, procéder à la division horizontale des bâtiments. Séparer les fermes, les regrouper, les ajouter, et déclarer les excès de contenance et d'autres modifications apportées au Registre. Louer, plus de six ans ou recevoir des revenus de plus de trois ans, toutes sortes de marchandises, y compris les zones rurales et urbaines en vertu de baux spéciaux. Conclure des baux ou «crédit-bail» sur toutes sortes de marchandises. Accepter un report de prix, tant dans les cessions comme dans les acquisitions avec des garanties personnelles ou réelles, à volonté, en particulier les prêts hypothécaires ou condition explicite ultérieure, et, le cas échéant, accorder la lettre correspondante de paiement et d'annulation collatéral, soit pour le paiement ou pour toute autre raison autre que le paiement. Conclure un compromis sur toutes sortes et litiges, lorsque cela est possible en droit, même sur des droits de propriété et des droits fonciers. Soumettre une question controversée à l'arbitrage en droit privé, à la fois en droit et en équité, conformément à la loi spéciale et soit légalement admissible.

9 -. Déléguer à toute personne la totalité ou une partie des pouvoirs précités ou relevant clairement des affaires courantes de l'entreprise, qui ne son pas encore mentionnées, à



travers la mise à disposition des pouvoirs généraux ou spéciaux, qui, à son tour, peut substituer d'autres personnes lorsque cela est explicitement mentionné dans le pouvoir dans lequel ils sont nommés, à condition qu'il ne soit pas interdit par la loi.

10 -. Et en général, il pourra effectuer tous les pouvoirs prévus dans ce qui précède, qui ne sont pas expressément désignés par la loi ou sont réservés à l'Assemblée Générale.

IV.- RÈGLES D'ARBITRAGE ET ÉVALUATION

Article 17 - Nonobstant les actions judiciaires établies par la loi, toutes les questions ou différences qui pourraient surgir entre les associés et la société seront résolues par voie d'arbitrage privé, conformément à la loi spéciale.

Article 18 - A défaut d'un accord entre les parties prenantes dans l'évaluation, la valeur des actions sera déterminée par le Commissaire aux Comptes de la Société à toutes fins légales, et si celle-ci n'était pas soumise à la vérification des comptes annuels par le Commissaire aux comptes, par l'auditeur nommé à la demande de tout intéressé par le registre du commerce.

V.- DISSOLUTION ET LIQUIDATION.

Article 19 - En cas de dissolution, la liquidation de la Société est administrée par les mêmes personnes qui composent le conseil d'administration, en éliminant le plus jeune, s'il y a un nombre pair

VI.- DISPOSITION GÉNÉRALE.

Article 20 - Pour toutes les questions non expressément prévues, la Loi Spéciale du régime juridique des Sociétés Anonymes en vigueur s'applique directement à tout moment et subsidiairement les règles du droit privé.



ESTATUTOS SOCIALES DE **MOLGAS ENERGIA, S.A.U.**

I.-DENOMINACION, OBJETO, DOMICILIO Y DURACION

Artículo 1.- El nombre de la sociedad es el de: MOLGAS ENERGIA, S.A.

Artículo 2.- La sociedad tiene por objeto:

- a) La comercialización de gas natural, mediante el acceso a instalaciones de terceros, adquiriendo gas natural para su venta a los consumidores o a otros comercializadores.
- b) El alquiler de bienes muebles.
- c) La actividad de agencia de transporte.
- d) La realización de obras de Ingeniería de instalaciones, plantas y equipamientos, incluida la dirección de obra.
- e) La fabricación de equipos, aparatos a presión y maquinaria.
- f) La instalación de gas, electricidad, calefacción, climatización y ACS, fontanería, aparatos de presión, mando y señalización, así como la conservación de este tipo de instalaciones.
- g) La gestión y prestación de servicios de conservación de infraestructuras y edificios en lo concerniente a dicha clase de instalaciones.
- h) La adquisición, explotación, enajenación y arrendamiento de bienes inmuebles.
- i) La participación, directa o indirecta, bajo cualquier forma jurídica, en las operaciones comerciales, industriales, mobiliarias o inmobiliarias que se relacionen con las actividades descritas por vía de creación de sociedades nuevas, de aportación, suscripción, compra de títulos o derechos o de cualquier otra forma válida en derecho.
- j) la prestación de servicios de apoyo a la gestión estratégica y operativa de sociedades privadas o públicas.
- k) el transporte y distribución por carretera de toda clase de viajeros, mercancías y productos, de carácter ordinario o especial, en el ámbito geográfico nacional o internacional, utilizando para ello vehículos y recursos propios o ajenos.

Pour copie certifiée conforme
Juan Mendez Fabian
50.836.919 L
1^{er} 02/2013



[Signature]

l) el transporte multimodal de superficie mediante el empleo de contenedores.

m) el almacenaje, recepción y venta de toda clase de vehículos de motor, nuevos y usados, accesorios de aquellos, neumáticos, grasas y aceites lubricantes, las instalaciones y explotación de talleres mecánicos y de carrocerías mediante el acondicionamiento, reparación, mantenimiento y manipulación de vehículos, así como, en general, todas aquellas operaciones propias del ramo de automóviles.

n) Gestión y servicios energéticos, auditorías energéticas, servicios técnicos industriales y mineros, incluida la confección, proceso ejecución y mantenimiento de todo tipo de proyectos e instalaciones, comercialización, venta, reparación, producción distribución, representaciones comerciales e intermediación en comercio de toda clase de bienes y productos.

ñ) Fabricación de contadores, instrumentos de precisión, medida, control y verificación. Fabricación de componentes electrónicos y circuitos integrados.

o) Realización de toda clase de actividades, obras y servicios relacionados con el negocio de producción de energía eléctrica.

Si por norma legal se exigiese para el ejercicio de alguna de las actividades reseñadas algún título profesional o autorización administrativa o inscripción en los registros públicos, dicha actividad deberá realizarse por medio de persona que ostente la requerida titulación y, en caso, no podrá iniciarse antes de que se hayan cumplido los requisitos administrativos legales.

Artículo 3.- Fija su domicilio en: San Fernando de Henares (Madrid), Avda de la Astronomía nº 41.

Podrá el órgano de Administración de la Sociedad establecer, suprimir o trasladar cuantas sucursales, agencias o delegaciones tenga por conveniente, y variar la sede social dentro de la población de su domicilio."

Artículo 4º.- La duración de la sociedad es indefinida, el ejercicio económico anual y comienza sus operaciones el día de otorgamiento de la escritura constitucional.

II.- CAPITAL, ACCIONES Y LIMITACIONES A SU LIBRE TRANSMISIBILIDAD.

Artículo 5º.- El capital social, totalmente suscrito y desembolsado, es de DOS MILLONES TRES MIL DOSCIENTOS EUROS (2.003.200 €)



Artículo 6°.- El capital social se divide en treinta y dos mil acciones nominativas de una sola serie, numeradas correlativamente del uno al 32.000 ambos inclusive de sesenta y dos euros y sesenta céntimos de valor nominal cada una.

Todas las acciones tienen iguales derechos y obligaciones y todas son con derecho a voto.

Las acciones estarán representadas por títulos extendidos en libros talonarios que podrán incorporar una o más acciones de la misma serie y contarán con las menciones requeridas por la Ley.

Además, figurarán inscritas en un libro Registro que se llevará por la sociedad con arreglo a las prescripciones legales.

Artículo 7°.- Cuando un socio quiera transmitir por acto intervivos sus acciones, a quien no lo sea, deberá notificar al Órgano Administrativo su intención y las condiciones. Este, en el plazo que después de dice, las hará llegar a los demás socios, quienes podrán optar a la preferente adquisición, proporcionalmente a las que ya tenían, en las mismas condiciones que las notificadas, o en defecto de ellos, la propia sociedad, al sólo efecto de amortizarlas, dentro de un plazo idéntico, desde la notificación.

Cuando la Sociedad adquiera con cargo al capital social, o cualquier otro apartado del balance que obligue a la reducción del capital, se prolongará el plazo en otro igual, para que pueda ser convocada en forma la Junta General.

En caso de ejecución judicial, o administrativa, en cualquier clase de procedimiento, los socios y la sociedad tendrán el derecho de preferente adquisición de retracto, cumplidos los mismos requisitos que para las transmisiones intervivos, teniendo obligación el adjudicatario de comunicarla al Organo Administrativo en el mismo plazo, contado desde la adjudicación. En su caso, se estará a lo que dispone el artículo 64 de la Ley de Sociedades Anónimas.

Los plazos siempre serán de quince días naturales y las notificaciones por escrito.

Cumplidos estos requisitos y en cualquier otro tipo de transmisiones, no hay limitaciones.

III.- REGIMEN DE GOBIERNO.

A) DISPOSICIÓN GENERAL.

Artículo 8°.- La Sociedad se rige por la Junta General y el Órgano Administrativo.



B) JUNTA GENERAL.

Artículo 9º.- La Junta General Ordinaria se reunirá dentro de los seis primeros meses de cada ejercicio, para censurar o aprobar la gestión social, las cuentas del ejercicio anterior y resolver sobre la aplicación del resultado.

En cuanto a los plazos, formas de convocar y constituir las Juntas y quorums se estará a lo establecido por la Ley.

Se deliberará mediante la exposición breve del punto del orden del día a tratar, un ligero debate y el sometimiento a la adopción del acuerdo, que se hará por votación.

Artículo 10º.- Actuarán de Presidente y Secretario de la Junta, quienes lo sean del Consejo de Administración. En caso de ausencia de aquéllos, serán Presidente y Secretario, los Accionistas que en cada caso elijan los asistentes a la reunión.

Para acreditar los acuerdos de la Junta, se expedirán certificaciones del Libro de Actas, por las personas que establece el artículo 109 del vigente Reglamento del Registro Mercantil.

C) ORGANO ADMINISTRATIVO.

Artículo 11º.- La administración de la Sociedad corresponde, a un Consejo de Administración, compuesto de un mínimo de tres y un máximo de doce miembros. Para ser miembro del Consejo de Administración, no se requerirá la condición de accionista.

Los Consejeros serán nombrados por la Junta General de Accionistas.

Artículo 12º.- En todo caso, queda prohibido ocupar y ejercer el cargo de administrador a las personas declaradas incompatibles por la Ley de Sociedades Anónimas, Ley 12/95 de 11 de Mayo y la 14/94 de 21 de Abril de la Comunidad Autónoma de Madrid, cuando sea aplicable.

Artículo 13º.- El plazo de duración de los administradores, es de cinco años, pudiendo ser reelegidos tantas veces como determine la Junta General de Accionistas.

Artículo 14º.- La convocatoria del Consejo de Administración, se realizará por el Presidente del mismo, o por quien haga sus veces, mediante notificación enviada a los Consejeros por correo certificado, conducto notarial, u otro procedimiento por escrito.

La convocatoria se notificará con cinco días de antelación a la fecha en que haya de celebrarse, salvo casos de extrema urgencia, a juicio del Presidente, en los cuales bastará una antelación de veinticuatro horas.



Los Consejeros podrán hacerse representar en las reuniones del Consejo por otro Consejero, mediante escrito firmado por el representado, y especial para cada sesión.

Los acuerdos del Consejo de Administración, se adoptarán por mayoría absoluta, salvo excepción legal, y constará en Acta, que se extenderá en un Libro que a tal efecto deberá llevarse.

Para acreditar los acuerdos del Consejo, se expedirán certificaciones el Libro de Actas, firmadas por el Secretario con el visto bueno del Presidente.

ARTICULO 15°.- El cargo de administrador será retribuido. La retribución consistirá en una asignación fija que determinará la Junta General antes de que finalice el ejercicio. La Junta establecerá, asimismo, las reglas de devengo y pago de esta retribución. La Junta General podrá graduar la remuneración que haya de percibir cada miembro del órgano de administración en función de su dedicación a la administración de la sociedad.

El cargo de administrador es compatible con la realización para la compañía de otras funciones, entre las cuales se incluyen las derivadas del trabajo personal como empleado de la sociedad.

Artículo 16°.- Las facultades representativas del Órgano Administrativo, además de extenderse a todos los asuntos pertenecientes al giro tráfico de la empresa, conforme a su objeto social, aún cuando no estén expresamente mencionadas en este artículo, tanto en juicio como fuera de él, serán a modo enunciativo y no exhaustivo:

- 1.- Dirigir la gestión y administración de la sociedad. Recibir, abrir y expedir la correspondencia postal y telegráfica.
- 2.- Contratar, ordenar y despedir al personal laboral. Subcontratar y encargar trabajos a profesionales, autónomos u otras entidades jurídicas.
- 3.- Dirigir la contabilidad de la empresa. Depositar, prestar fianzas, cobrar y pagar cualquier tipo de cantidades y por cualquier medio de pago admitido en Derecho; al contado o a plazos o a crédito; mediante letras de cambio, pagarés y demás documentos de tráfico mercantil, que podrá librar, aceptar, endosar, indicar y avalar, se refieran a entidades privadas o a públicas de todas las categorías de la Administración del Estado, de las Comunidades Autónomas, Locales o de Empresas Públicas.
- 4.- Relacionarse con toda clase de entidades de crédito, Banco de España y demás Bancos Oficiales o Estatales, realizando cualquier operación, activa o pasiva, tales como abrir, mantener y cancelar cuentas corrientes, a la vista o a plazo. Contratar préstamos y créditos, formalizados en pólizas mercantiles o en escritura públicas o en letras financieras. Pactar líneas de descuento de documentos de giro. Contratar cajas de



seguridad, o de cajero automático y nocturno. Ordenar transferencias. Solicitar la conformidad de talones y cheques; pedirlos de la propia entidad. Domiciliar letras y recibos. Disponer de los fondos depositados, prestados o acreditados. Firmar toda clase de talones, cheques y demás documentos.

5.- Comparecer ante toda clase de organismos públicos, estatales, autonómicos, locales y municipales, para cualquier asunto, tomar parte en subastas, contratos administrativos, de todo tipo y objeto, especialmente de obras, suministros o prestación de servicios.

6.- Representar a la Sociedad ante las Haciendas Públicas, en relación a toda clase de impuestos, tasas, arbitrios y exacciones fiscales y sus liquidaciones.

7.- Contratar letrados y Procuradores que representen a la sociedad ante toda clase de jurisdicciones, juzgados y Tribunales, para ejercitar, contestar y constituirse pasivamente, en relación a todas las acciones admitidas en Derecho. Otorgar, por tanto, poderes para pleitos y de representación laboral, con facultades generales, totales y especiales.

8.- Realizar toda clase de contratos. Adquirir, permutar, enajenar a título oneroso, gravar e hipotecar toda clase de bienes, inmateriales y materiales, muebles, semovientes, inmuebles y títulos valores, se coticen o no en bolsa y aunque sean acciones de la propia sociedad, con los requisitos legales. Declarar obras nuevas, proceder ala división horizontal de edificios. Segregar fincas, agruparlas, agregarlas, declarar excesos de cabida y demás modificaciones registrales. Arrendar, incluso por más de seis años o percibiendo las rentas anticipadas de más de tres, toda clase de bienes, incluidas las fincas rústicas y urbanas sometidos a los arrendamientos especiales. Contratar arrendamientos financieros o “leasing” sobre toda clase de bienes. Aceptar aplazamientos de pago de precios, tanto en las enajenaciones como en las adquisiciones con garantías personales o reales, a voluntad, especialmente la garantía hipotecaria o la condición resolutoria explícita; y, en su caso, otorgar la correspondiente carta de pago y cancelación de la garantía real, sea por pago o por cualquier otra causa diferente a la de pago. Transigir en toda clase e situaciones litigiosas, cuando sea posible en derecho, incluso sobre titularidades de propiedad y derechos reales sobre inmuebles. Someter, cualquier cuestión discutida a arbitraje de derecho privado, tanto de derecho como de equidad, conforme a la Ley especial y sea admisible en Derecho.

9.- Delegar en cualquier persona, todas o cualesquiera de las facultades antes transcritas o que claramente pertenezcan al giro de la empresa, aún no expresamente mencionadas, mediante el otorgamiento de poderes generales o especiales, quienes a su vez, podrán sustituirlas en otras personas, cuando así se haga constar de forma expresa en el poder en el que se les nombre, siempre que por Ley no esté prohibida la delegación.

10.- Y, en general, podrá realizar todas las facultades no previstas en los puntos anteriores, que no necesiten designación expresa o estén por la Ley reservadas a la Junta General.



IV.- NORMAS DE ARBITRAJE Y DE VALORACIÓN.

Artículo 17°.- Sin perjuicio de las acciones judiciales establecidas por la Ley, todas las cuestiones o diferencia que surjan entre los socios y ellos y la sociedad, se resolverán por medio de arbitraje privado, conforme a la Ley especial.

Artículo 18°.- A falta de acuerdo entre los interesados en la valoración, las acciones valdrán a todos los efectos legales, lo que determine el auditor de cuentas de la Sociedad, y si esta no estuviera obligada a la verificación de las cuentas anuales, el Auditor que, a solicitud de cualquier interesado nombre el Registro Mercantil

V.- DISOLUCIÓN Y LIQUIDACIÓN.

Artículo 19°.- En caso de disolución, la liquidación de la Sociedad correrá a cargo de las mismas personas que forman el Consejo de Administración, eliminando a la más joven, si su número fuere par.

VI.-. DISPOSICIÓN GENERAL.

Artículo 20°.- En todo lo no previsto de forma expresa, se aplica directamente la Ley especial de régimen jurídico de Sociedades Anónimas vigente en cualquier momento y supletoriamente el resto del ordenamiento jurídico privado.

